

RAPPORT FINANCIER 2001

Exercice terminé le 31 décembre

Municipalité locale

Code géographique : 77050

01

Nom officiel : Morin-Heights

MRC ou communauté :

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	5
Rapport du vérificateur sur les états financiers	6
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
État des activités financières	9
État des activités d'investissement	10
État du coût des services municipaux	11
État du surplus (déficit) accumulé	12
État des réserves financières et des fonds réservés	13
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
État de l'évolution de la situation financière	15
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	17
TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES	
1. Dépenses par objets	19
2. Dette à long terme	
obligations et billets	20
autres dettes à long terme	21
3. Financement des projets en cours	22
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	22
4. Endettement total net à long terme	23
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	25
Paiements tenant lieu de taxes	26
Autres revenus de sources locales	27
Transferts	29
Analyse des dépenses de fonctionnement par fonctions et activités	30
Analyse du coût des services municipaux	32
Analyse par fonctions de la répartition des dépenses des organismes municipaux	34
Analyse des activités financières d'électricité	35
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	36
Analyse des dépenses en immobilisations de la fonction Sécurité publique	36

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

AUTRES RENSEIGNEMENTS

Renseignements sur l'évaluation foncière et la richesse foncière	38
Certificat du trésorier ou du secrétaire-trésorier	38
Évaluation - autres données	39
Taux des taxes	40
Rapport du vérificateur sur le taux global de taxation	41
Calcul du taux global de taxation	42
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - variation du capital autorisé	45
Analyse des taxes à recevoir	46
Analyse du service de la dette	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir pour le remboursement de la dette à long terme	50
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	51
Emprunts à long terme approuvés et non contractés	52
Questionnaire	54
Autres données	56
Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier sur la transmission électronique	57

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE M. MICHEL PLANTE

CONSEILLERS CLAUDE P. LEMIRE
TIMOTHY WATEMORN
RITA O'DONOUQHUE

SUZANNE WOOD
MONA WOOD
OWEN LEGALLÉE

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

GREFFIER

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER M. YVES DESMARAIS

Municipalité : Morin-Heights

Code géographique : 77050

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, M. YVES DESMARAIS, atteste que le rapport financier de

Morin-Heights pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2001,
(Nom de la municipalité)

a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, LRQ, c. C-19, ou à l'article 176 du

Code municipal du Québec, LRQ, c. C-27.1.

Date 2002-03-01 Signature _____

Téléphone (450) 226-3232 Télécopieur (450) 226-8786
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2002/03/09 11:31:30

Dernière modification : 2002/10/16 11:28:44

4 974 2 256 800 ,9743

13 753

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

J'ai vérifié le bilan de la municipalité de Morin-Heights au 31 décembre 2001 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2001, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR Lavigne Coderre, CA

LIEU 603 boul. Taschereau, La Prairie

DATE 2002-03-01

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2002/03/09 11:31:30

Dernière modification : 2002/10/16 11:28:44

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

		31 décembre 2001	31 décembre 2000
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Encaisse et placements affectés (note 4)	3	85 178	56 033
Débiteurs (note 5)	4	496 161	704 169
Stocks (note 6)	5	28 104	17 701
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	27 600	
Autres actifs (note 7)	7	29 858	31 735
	8	666 901	809 638
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9	89 757	89 757
Créances à long terme (note 9)	10	128 000	
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	4 243 760	4 128 733
	13	5 128 418	5 028 128
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14	4 642	118 245
Emprunts temporaires	15	300 000	50 000
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	297 691	397 476
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	12 850	17 223
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	164 600	137 819
	20	779 783	720 763
Subventions reportées (note 11)	21	447 110	459 669
Dette à long terme (note 15)	22	1 917 869	1 926 869
	23	3 144 762	3 107 301
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	13 753	201 083
Montants à pourvoir dans le futur (note 18)	25	(18 539)	(19 720)
Réserves financières et fonds réservés	26	28 905	45 333
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	1 959 537	1 694 131
	28	1 983 656	1 920 827
	29	5 128 418	5 028 128
Engagement contractuel (note 20)			
Éventualités (note 24)			

**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2001		2000
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Taxes	1	2 308 372	2 402 156	2 299 135
Paiements tenant lieu de taxes	2	7 170	6 372	68 325
Autres revenus de sources locales	3	426 128	486 469	626 204
Transferts	4	21 200	64 515	214 280
	5	2 762 870	2 959 512	3 207 944
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	6	466 136	568 640	589 525
Sécurité publique	7	563 077	582 735	563 486
Transport	8	764 215	636 049	700 793
Hygiène du milieu	9	258 386	259 434	234 148
Santé et bien-être	10			
Aménagement, urbanisme et développement	11	168 858	156 988	150 174
Loisirs et culture	12	295 727	360 111	297 629
Électricité	13			
Frais de financement	14	127 378	140 178	86 688
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales				96 428
	15	2 643 777	2 704 135	2 718 871
Autres activités financières				
Remboursement de la dette à long terme	16	128 955	137 819	113 289
Transfert à l'état des activités d'investissement	17		126 085	370 266
	18	2 772 732	2 968 039	3 202 426
Excédent (déficit) des activités financières avant affectations				
	19	(9 862)	(8 527)	5 518
Affectations				
Surplus (déficit) accumulé non affecté	20		35 000	9 280
Surplus accumulé affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés				
virement de	22	9 862	13 176	
virement à	23		34 675	
	24	9 862	13 501	9 280
Excédent (déficit) avant financement à long terme				
	25		4 974	14 798
Financement à long terme des activités financières (note 17)	26			
Excédent net	27		4 974	14 798

**ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement			
Transfert des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements	1		
Taxes de secteur			
immobilisations et autres investissements	2		
Contributions des promoteurs	3		
Transferts conditionnels	4		155 600
Autres	5	126 085	214 666
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	6	121 424	
Surplus accumulé affecté	7		
Fonds réservés	8	37 296	9 600
Emprunts à long terme émis	9		1 112 355
	10	284 805	1 492 221
Dépenses d'investissement			
Administration générale	11	6 673	368 826
Sécurité publique	12		
Transport	13	212 289	399 498
Hygiène du milieu	14	629	87
Santé et bien-être	15		
Aménagement, urbanisme et développement	16		
Loisirs et culture	17	65 843	462 331
Électricité	18		
	19	285 434	1 230 742
Excédent (déficit) des activités d'investissement	20	(629)	261 479

**ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions gouvernemen- tales de fonc- tionnement	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux	
						Immobi- lisations		Subventions gouvernemen- tales reportées							
Administration générale	1	568 640	11	27 393	20	24 266	29		38		47	304	56	65	619 995
Sécurité publique	2	582 735	12	19 783	21	8 249	30		39		48	4 227	57	66	606 540
Transport	3	636 049	13	63 015	22	105 675	31	4 671	40		49	7 037	58	67	793 031
Hygiène du milieu	4	259 434	14	14 809	23	13 352	32	3 999	41		50		59	68	283 596
Santé et bien-être	5		15		24		33		42		51		60	69	
Aménagement, urbanisme et développement	6	156 988	16	1 718	25	2 692	34		43		52	16 010	61	70	145 388
Loisirs et culture	7	360 111	17	13 460	26	16 173	35	3 890	44	31 435	53	120 242	62	71	234 177
Électricité	8		18		27		36		45		54		63	72	
Frais de financement	9	140 178	19	(140 178)											
	10	2 704 135			28	170 407	37	12 560	46	31 435	55	147 820	64	73	2 682 727

**ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Virement de		Virement à		Solde	
NON AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier				1	201 083	
Redressement aux exercices antérieurs				2	(35 880)	
Solde redressé				3	165 203	
Affectation - activités financières		4	35 000	5	(35 000)	
Affectation - activités d'investissement		6	121 424	7	(121 424)	
Affectation - surplus accumulé affecté	8	9		10		
Affectation - réserves financières	11	12		13		
Affectation - fonds réservés	14	15		16		
Excédent net	17	4 974		18	4 974	
Autres (préciser)						
-	19	20		21		
-	22	23		24		
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	25	4 974	26	156 424	27	13 753
AFFECTÉ - solde au 1^{er} janvier (note 16)				28		
Redressement aux exercices antérieurs				29		
Solde redressé				30		
Affectation - activités financières	31	32		33		
Affectation - activités d'investissement		34		35		
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	37		38		
Affectation - réserves financières	39	40		41		
Affectation - fonds réservés	42	43		44		
Autres (préciser)						
-	45	46		47		
-	48	49		50		
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	51	52		53		
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	54	4 974	55	156 424	56	13 753

**ÉTAT DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre															
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à																
RÉSERVES FINANCIÈRES																						
-	1	2	3	4	5	6	7															
-	8	9	10	11	12	13	14															
-	15	16	17	18	19	20	21															
	22	23	24	25	26	27	28															
FONDS RÉSERVÉS																						
- Fonds de roulement (note 19)	29	30	31	32	33	34	35															
- Parcs et terrains de jeux	36	25 402	37	38	34 676	39	3 315	40	41	37 297	42	19 466										
- SQAÉ	43	44	45	46	47	48	49															
- Financement des projets en cours (tableau 3)	50	3 161	51	(3)	52	53	54	(629)	55	2 529	56											
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (tableau 3)	57	16 770	58	1	59	60	9 861	61	2 529	62	63	9 439										
- Fonds d'amortissement	64	65	66	67	68	69	70															
- Autres	71	72	73	74	75	76	77															
.	78	79	80	81	82	83	84															
.	85	86	87	88	89	90	91															
.	92	93	94	95	96	97	98															
.	99	100	101	102	103	104	105															
.	106	107	108	109	110	111	112															
	113	45 333	114	(2)	115	34 676	116	13 176	117	1 900	118	39 826	119	28 905								
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS									120	45 333	121	(2)	122	34 676	123	13 176	124	1 900	125	39 826	126	28 905

**ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2001	2000
Solde au 1er janvier	1	1 694 131	1 846 565
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	1 694 131	1 846 565
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	285 434	1 230 742
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7	155 600	
Amortissement des subventions gouvernementales reportées	8	12 560	12 560
Remboursement de la dette à long terme	9	137 819	113 289
Autres (préciser)			
- redressement d'amortissement	10		55 856
-	11		
	12	591 413	1 412 447
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		106 919
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		10 033
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	170 407	179 974
Réduction de créances à long terme	17		
Subventions gouvernementales reportées	18		155 600
Émission de dettes à long terme			
activités d'investissement	19		1 112 355
activités financières	20	155 600	
Autres (préciser)			
- subvention bilan ouverture	21		
- dette bilan ouverture	22		
	23	326 007	1 564 881
Solde au 31 décembre	24	1 959 537	1 694 131

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2001	2000
Activités de fonctionnement			
Excédent net	1	4 974	14 798
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	(13 501)	(9 280)
Autres (préciser)			
- REDRESSEMENT AUX EXERCICES	3	(35 881)	(22 930)
-	4		
	5	(44 408)	(17 412)
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement	6	126 085	370 266
Remboursement de la dette à long terme	7	137 819	113 289
Cessions d'actifs immobilisés	8	(4 321)	
Autres (préciser)			
- MONTANT A POURVOIR FUTUR	9	1 181	10 563
-	10		
	11	216 356	476 706
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	12	208 008	(151 051)
Stocks	13	(10 403)	(17 701)
Autres actifs	14	1 877	(30 526)
Créditeurs et frais courus	15	(99 785)	(73 957)
Revenus reportés	16	(4 373)	(6 767)
Autres passifs	17		
	18	311 680	196 704
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	19	(285 434)	(1 230 742)
Acquisitions de placements à long terme	20		
Cessions d'actifs immobilisés	21	4 321	
Autres (préciser)			
-	22		
-	23		
	24	(281 113)	(1 230 742)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	25	155 600	1 112 355
Remboursement de la dette à long terme	26	(137 819)	(113 289)
Montants à recouvrer de tiers	27	(155 600)	
Autres (préciser)			
-	28		
-	29		
	30	(137 819)	999 066
Augmentation (diminution) des liquidités	31	(107 252)	(34 972)
Situation des liquidités au début	32	(112 212)	(77 240)
Situation des liquidités à la fin	33	(219 464)	(112 212)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, de l'encaisse et placements affectés, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

1. Statuts de la municipalité

La Municipalité de Morin-Heights est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

2. Énoncé des principales conventions comptables

A) États financiers cumulés

Les états financiers sont préparés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus et le Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

Les données financières sont présentées sur base cumulative, à l'intérieur d'une seule série d'états financiers, de façon à représenter l'ensemble des activités et des transactions de l'organisme municipal.

La méthode du cumul consiste à regrouper les renseignements contenus dans les systèmes comptables, sans égard à la structure interne ou administrative en place, en éliminant toutes les transactions internes et les soldes débiteurs ou créditeurs afférents.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

COMPTABILISATION DES REVENUS :

Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

NORMES PARTICULIÈRES :

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils ont fait l'objet d'une demande de paiement.

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

La date officielle du transfert de l'actif est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque l'organisme municipal ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique. Le critère de constatation correspond à la date officielle inscrite au document légal.

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, on doit satisfaire aux conditions édictées au programme de subvention concerné.

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

Les certificats émis par l'évaluateur doivent être disponibles à la date du rapport du vérificateur pour l'année visée par les états financiers.

COMPTABILISATION DES DÉPENSES :

Les dépenses sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les dépenses sont comptabilisées de façon brute afin d'enregistrer toutes les activités économiques.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

C) Stocks

Les stocks des matières premières sont évalués au moindre du prix coûtant, établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks pour une municipalité sont les fournitures et les matériaux détenus à la fin de l'exercice financier en vue de rendre des services au cours des exercices suivants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001****D) Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux. La contrepartie est comptabilisée dans le poste «amortissement cumulé».

La valeur comptable des actifs vendus ou détruits doit être déduite dans chacune des catégories d'actifs concernés.

Le coût d'une immobilisation reçu à titre gratuit comprend:

-La juste valeur marchande du bien reçu à la date d'acquisition et les autres frais inhérents à l'acquisition.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire.

La vie utile est la période estimative totale, débutant à la date d'acquisition et durant laquelle cet actif est susceptible de rendre des services à l'organisme municipal. La durée de vie utile maximale est fixée à 40 ans.

INFRASTRUCTURES**HYGIÈNE DU MILIEU :**

Conduites d'aqueduc 40 ans

Purification et traitement de l'eau 40 ans

Dépotoirs et incinérateurs 40 ans

TRANSPORT :

Chemin, trottoir, rue et route 40 ans

Pont, tunnel, viaduc 40 ans

Système d'éclairage de rues 20 ans

surfaçage d'origine ou

resurfaçage majeur 15 ans

Aménagement de parcs publics,

terrains de station. 20 ans

Autres infrastructures 40 ans

BÂTIMENTS :

Édifices administratifs,
communautaires et stationnement 40 ans

Atelier, garage et entrepôt 40 ans

Améliorations locatives 15 ans

Autres 30 ans

Automobiles de police 3 ans

Camionnettes et véhicules de services 5 ans

Véhicules lourds 20 ans

Autres véhicules moteurs 10 ans

MACHINERIE, OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT :

Machinerie lourde 20 ans

Unité mobile 20 ans

Autres 10 ans

AMEUBLEMENT ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU :

Équipement informatique 5 ans

Équipement téléphonique 10 ans

Ameublement et équipement de bureau 10 ans

Autres 10 ans

AUTRES

Oeuvres d'art et trésors historiques 1 an

Autres S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

Les terrains ne sont habituellement pas amortis. À des fins municipales, le coût du terrain fait partie de l'immobilisation servant à rendre des services municipaux. Dans l'établissement du coût des services municipaux, on ne peut ignorer le coût du terrain rattaché à une immobilisation pour connaître le coût de revient complet du service fourni.

Conséquemment, le terrain rattaché à une immobilisation est amorti suivant le même taux applicable à l'immobilisation concernée.

Pour les immobilisations en cours :

L'amortissement sera établi à partir de la date du transfert de l'immobilisation en cours à la catégorie d'immobilisation appropriée.

E) Autres éléments

préciser:

SUBVENTIONS REPORTÉES :

Les subventions reportées sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie au bilan.

Les dépenses d'amortissement sont reflétées à l'état du coût des services municipaux. La contrepartie est comptabilisée dans le poste «amortissement cumulé».

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode d'amortissement linéaire choisie pour l'immobilisation concernée.

Les subventions reportées sont amorties de la même façon que l'immobilisation correspondante.

3. Modification de convention comptable

À partir du 1er janvier 2000, les organismes municipaux doivent utiliser la méthode de comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2001	31 décembre 2000
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (<i>préciser</i>)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (<i>préciser</i>)			
- Fonds dépenses en immobilisations	4	22 192	22 841
- Fonds parc et terrain de jeux	5	62 986	33 192
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10	85 178	56 033
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	378 363	401 582
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		1 564
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	22 848	54 703
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	41 019	175 589
Organismes municipaux	16		
Autres (<i>préciser</i>)			
- Constats d'infraction	17	29 882	49 185
- Intérêts courus arriérés	18	24 049	21 546
	19	496 161	704 169
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20	19 100	5 600
Note			
6. Stocks (<i>préciser</i>)			
- Sable d'hiver	21	28 104	17 701
-	22		
-	23		
-	24		
	25	28 104	17 701
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2001	31 décembre 2000
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	23 252	23 929
Dépenses reportées (préciser)			
- Association et cotisation	27	685	488
- Fourniture	28	4 712	1 546
- Location espace, Salon Habitation	29		4 563
-	30		
Autres (préciser)			
- Dépôt sur équipement	31	1 209	1 209
-	32		
	33	29 858	31 735
Note			
8. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37	89 757	89 757
	38	89 757	89 757
Note			
9. Créances à long terme			
Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42		
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43	155 600	
	44	155 600	
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45	27 600	
	46	128 000	
Note			
10. Placements à long terme			
Participation dans une société d'économie mixte			
actions votantes	47		
actions non votantes	48		
Autres	49		
	50		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**11. Immobilisations**

Catégories	31 décembre 2001						31 décembre 2000					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	2 481 635	64	470 305	76	2 011 330	89	1 970 126	102	401 643	114	1 568 483
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	1 890 988	66	348 696	78	1 542 292	91	1 878 449	104	306 631	116	1 571 818
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	743 509	68	319 331	80	424 178	93	743 509	106	283 488	118	460 021
Ameublement et équipement de bureau	56	63 529	69	46 787	81	16 742	94	60 347	107	37 060	119	23 287
Machinerie, outillage et équipement	57	227 794	70	49 827	82	177 967	95	219 099	108	35 717	120	183 382
Terrains	58	71 251	71		83	71 251	96	29 400	109		121	29 400
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	5 478 706	73	1 234 946	85	4 243 760	98	4 900 930	111	1 064 539	123	3 836 391
Immobilisations en cours	61				86		99	292 342			124	292 342
	62	5 478 706	74	1 234 946	87	4 243 760	100	5 193 272	112	1 064 539	125	4 128 733
Subventions reportées	63	502 414	75	55 304	88	447 110	101	502 414	113	42 745	126	459 669
Note												

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2001	31 décembre 2000
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	127	109 624	137 957
Salaires et déduotions à la source à payer	128	141 201	193 150
Dépôts et retenues de garantie	129	852	10 629
Gouvernement du Canada	130		2 474
Gouvernement du Québec	131		2 862
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133	27 475	30 127
Commissions scolaires	134		557
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135	18 539	19 720
Autres courus et passifs (préciser)			
-	136		
-	137		
-	138		
-	139		
	140	297 691	397 476
Note			

13. Provision pour contestations d'évaluation**14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141	7 350	17 223
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux	142		
autres actifs	143		
Autres (préciser)			
- SUBVENTION LOISIR	144	5 500	
-	145		
	146	12 850	17 223
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

			31 décembre 2001	31 décembre 2000
15. Dette à long terme				
Obligations et billets				
en monnaie canadienne			2 082 469	2 055 824
en monnaies étrangères				
taux d'intérêt variant de	4,25 à	6,76 %,		
échéant de	2004 à	2018		
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			149	
Organismes municipaux			150	
Autres			151	8 864
Dettes en cours de refinancement			152	
			153	2 082 469
				2 064 688
Moins: Versements exigibles à court terme			154	164 600
				137 819
			155	1 917 869
				1 926 869

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante:

Sommes accumulées				
Revenus reportés			156	
Surplus accumulés affectés			157	
Fonds réservés (<i>préciser</i>)				
-			158	
-			159	
-			160	
			161	
Montant à recouvrer de tiers				
Gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises			162	155 600
Organismes municipaux			163	
Autres tiers			164	
Partie à la charge des contribuables				
Une partie de la municipalité			165	460 969
Ensemble de la municipalité			166	1 465 900
			167	2 082 469
				2 064 688

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivants:

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2002	168	164 600	173	178	164 600
2003	169	174 600	174	179	174 600
2004	170	186 069	175	180	186 069
2005	171	195 600	176	181	195 600
2006	172	206 600	177	182	206 600

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

	31 décembre 2001	31 décembre 2000
16. Surplus accumulé affecté		
-	183	
-	184	
-	185	
-	186	
-	187	
-	188	
-	189	
-	190	
-	191	
-	192	
	193	
Note		

17. Financement à long terme des activités financières

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**18. Montants à pourvoir dans le futur**

Les mesures transitoires relatives aux nouvelles normes comptables ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

L'impact net entre les différents revenus et dépenses est absorbé dans l'année où il est constaté :

Sauf pour les cas d'exceptions concernant :

-les intérêts courus sur la dette à long terme qui seront absorbés sur la durée restante de la dette à long terme,

-les vacances courues à payer qui seront amorties dans l'année où elles seront effectuées.

Dépenses : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2000 se détaillent comme suit pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001

	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Activités financières	Solde au 31 décembre 2001
Revenus			
- Ajustements taxes municipales	194	203	211
- Intérêts arriérages taxes municipales	195	204	212
- Constats d'infraction	196	205	213
	197	206	214
<i>Déduire:</i>			
Dépenses			
Salaires et avantages sociaux	198	207	215
Autres	199	208	216
	200	209	217
	201	210	218
Intérêts - dette à long terme	202	19 720	219
			18 539
			220
			(18 539)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**19. Fonds de roulement****20. Engagement contractuel**

La municipalité a signé en avril 1999 un contrat d'une durée de cinq ans pour l'enlèvement des ordures ménagères couvrant la période du 1er mai 1999 au 30 avril 2004 pour un montant total de 687,600 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2001 est de 327,833 \$ réparti comme suit :

2002-139,633 \$
2003-141,033
2004 - 47,167
Total 327,833 \$

La municipalité a signé en octobre 1999 un contrat d'une durée d'un an pour l'entretien des patinoires avec option de renouvellement pour les deux années subséquentes. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2001 est de 5,730 \$, si la municipalité exerce ses options de renouvellement, et est réparti comme suit :

2002- 5,730 \$
Total -5,730 \$

La municipalité a signé en décembre 1999 un bail d'une durée de cinq ans pour la location d'une salle communautaire couvrant la période du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2004. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2001 est de 15,000\$, et est réparti comme suit :

2002 - 5,000 \$
2003 - 5,000
2004 - 5,000
Total 15,000 \$

21. Régime de retraite**22. Transactions avec des organismes municipaux ou supramunicipaux**

La municipalité est responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité Régionale de Comté des Pays-d'en-Haut. Au 31 décembre 2001, la partie attribuable à la municipalité est évaluée à 21,230 \$.

23. Transactions avec des organismes municipaux sous propriété ou contrôle**24. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**b) Auto-assurance****c) Poursuites**

Il existe, à notre connaissance, quatre dossiers litigieux contre la Municipalité, lesquels sont les suivants:

Municipalité de Morin-Heights c. Georges Pappas (Chemin de la petite Suisse) (27 178-1-1 SAS)

Cette poursuite a été remise aux assureurs.

Municipalité de Morin-Heights c. Projet d'Aménagement Cosmopolites P.D.C. (27 178-1 SAS)

En décembre 1998, une action en dommages et intérêts a été signifiée à la Municipalité lui réclamant la somme de 200,000 \$. Cette action ne provient toutefois pas des propriétaires des deux maisons mais plutôt de la compagnie Les Placements Cosmopolites P.D.C. Inc. Bien que nos avocats sont d'avis que nos chances de succès sont bonnes. Pour l'instant, toutefois, aucune réclamation n'est présentée contre la municipalité.

Municipalité de Morin-Heights c. Charles Newman (28 260-100 SAS)

Ce dossier a été entendu pour audition en février 2002 et a été prise en délibéré. La municipalité y est poursuivie pour un peu moins de 100,000 \$ pour troubles et inconvénients causés par la présence d'un terrain de soccer et d'un terrain de basketball près de sa propriété. L'assureur de la municipalité est intervenu au dossier et a pris fait et cause pour celle-ci en ce qui a trait à la possibilité d'une condamnation. Les chances de pertes financières sont donc minimes sinon nulle pour la municipalité, outre, possiblement, le déductible.

Municipalité de morin-Heights c. Les Gestions Salta (Québec) Inc. (28 260-101 SAS)

Pour avoir fait un sondage, la compagnie Les Gestions Salta (Québec) Inc. demande à la municipalité une indemnisation de plus de 80,000\$. Selon les avocats de la municipalités, nos chances de succès sont très bonnes. De plus, en date du 19 février 2002, date de la lettre de confirmation des avocats, un désistement a été déposé au dossier de la Cour, Les Gestions Salta (Québec) Inc. s'étant désistée de son action intenté contre la municipalité.

d) Autres (préciser)**25. Autres notes (selon les besoins)**

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

**DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

OBJETS	Réalizations 2001				2000
	Activités financières		Activités d'investissement	Total	Réalizations
Rémunération					
élus	1	45 000		45 000	44 166
employés	2	1 076 223	25	1 076 223	1 087 441
Cotisations de l'employeur					
élus	3	1 552		1 552	1 694
employés	4	189 494	26	189 494	164 900
Transport et communication	5	66 264	27	66 264	65 993
Services professionnels, techniques et autres					
honoraires professionnels	6	109 338	28	109 338	154 621
achats de services techniques	7	127 931	29	127 931	203 015
autres	8	30 505	30	30 505	98 905
Location, entretien et réparation					
location	9	68 616	31	68 616	67 685
entretien et réparation	10	145 620		145 620	183 765
Biens durables					
travaux de construction			32	208 041	831 244
achats de biens			33	77 393	399 498
Biens non durables					
fournitures de services publics	11	45 173		45 173	53 908
autres biens non durables	12	284 070		284 070	269 460
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
la municipalité	13	128 172		128 172	78 915
autres organismes municipaux	14				
gouvernements du Québec et du Canada	15				
autres tiers	16				
autres frais de financement	17	12 006	34	12 006	7 772
Contributions à des organismes					
organismes municipaux					
répartition des dépenses	18	102 401		102 401	100 376
autres	19	176 772	35	176 772	
organismes gouvernementaux	20	17 624	36	17 624	98 228
autres organismes	21	25 319	37	25 319	24 446
Autres objets					
créances douteuses ou irrécouvrables	22	49 580	38	49 580	13 581
autres	23	2 475	39	2 475	
	24	2 704 135	40	2 989 569	3 949 613

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission					Solde au		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2001	31 décembre 2000	
MONNAIE CANADIENNE							
1998-03-16	R#154-179-180-184-221-235	216 860	6,02	2018	180 000	192 900	
2000-03-15	R# 262-269-282-284	698 664	6,76	2015	662 700	698 664	
1998-12-23	R# 239-242	124 037	5,36	2008	93 700	104 400	
1998-05-20	R# 243	132 000	5,25	2008	99 800	111 200	
1999-03-17	R\262-267	557 933	5,2	2014	495 800	527 700	
1999-05-10	R# 269	8 869	5,62	2004	5 569	7 269	
2000-11-15	R# 282-293	413 691	6,55	2015	389 300	413 691	
2001-06-20	SUBV # 282	155 600	4,25	2006	155 600		
					1	2 082 469 4	2 055 824
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					2	5	
					3	2 082 469 6	2 055 824

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)**DETTE À LONG TERME****B) AUTRES DETTES À LONG TERME**

Émission						Solde au	
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2001	31 décembre 2000	
MONNAIE CANADIENNE							
1998-03-19	Véhicule GMAC	29 786	1,9	2001		2 548	
1998-08-29	Véhicule Chartrand	29 093	7	2001		6 316	
					1	4	8 864
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères					2	5	
					3	6	8 864

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

		Projets en cours au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs		Financement		Dépenses		Projets fermés		Projets en cours au 31 décembre
Financement	1	295 502	2		3	284 805			4	580 307	5	
Dépenses	6	292 341	7	3			8	285 434	9	577 778	10	
	11	3 161	12	(3)	13	284 805	14	285 434	15	2 529	16	

Répartition

Financement non utilisé	17	3 161									18	
Dépenses à financer	19											20
	21	3 161										22

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
					Activités financières	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	23	16 770	24	1	25	26	2 529	27	9 861	28	29	9 439
Montant réservé pour le service de la dette	30		31		32	33		34		35	36	
	37	16 770	38	1	39	40	2 529	41	9 861	42	43	9 439

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME****31 décembre 2001**

Dette à long terme (note 15)	1	2 082 469
------------------------------	---	-----------

Déduire

Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	
Montants à recouvrer de tiers	3	155 600
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
Autres (préciser)		
-	6	
-	7	

Ajouter

Dépenses d'investissement à financer	8	
Autres (préciser)		
-	9	
-	10	

Endettement net à long terme	11	1 926 869
-------------------------------------	-----------	------------------

Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	12	21 230
Communauté urbaine	13	
Régie intermunicipale	14	
Autres organismes municipaux	15	
Autres organismes	16	

	17	21 230
--	----	--------

Endettement total net à long terme	18	1 948 099
---	-----------	------------------

Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TAXES		2001		2000
		Budget	Réalisations	Réalisations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales	1	1 980 927	2 061 248	1 989 441
Taxes générales spéciales				
immobilisations et autres investissements	2			
Taxes de secteur				
service de la dette	3	34 155	33 318	41 229
fonctionnement	4			
immobilisations et autres investissements	5			
Surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	6			
Taxe sur immeubles non résidentiels ¹	7			
Surtaxes sur terrains vagues ¹	8			
Autres	9	5 017	5 017	
	10	2 020 099	2 099 583	2 030 670
SUR UNE AUTRE BASE				
Tarification pour services municipaux				
eau	11	107 186	106 761	80 261
égouts	12			
traitement des eaux usées	13			
matières résiduelles	14	147 600	162 912	150 465
service de la dette	15	33 487	32 900	37 739
immobilisations et autres investissements	16			
autres				
-	17			
-	18			
-	19			
	20	288 273	302 573	268 465
Taxes d'affaires				
sur l'ensemble de la valeur locative	21			
autres	22			
	23			
	24	2 308 372	2 402 156	2 299 135

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC			
Immeubles et établissements d'entreprise du gouvernement			
taxes foncières	1	2 000	524
taxes d'affaires	2		564
surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	3		
taxe sur immeubles non résidentiels ¹	4		
compensations pour services municipaux	5		
	6	2 000	524
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux	7		
cégeps et universités	8		
écoles primaires et secondaires	9	4 570	4 630
	10	4 570	4 630
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	11		
biens culturels classés	12		
	13		
	14	6 570	5 154
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières	15	600	1 218
taxes d'affaires	16		2 038
surtaxe sur immeubles non résidentiels ¹	17		
taxe sur immeubles non résidentiels ¹	18		
compensations pour services municipaux	19		
	20	600	1 218
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières	21		
compensations pour services municipaux	22		
	23		
AUTRES			
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	24		
autres	25		61 153
	26		61 153
	27	7 170	68 325

1. Si vous avez choisi le régime d'impôt foncier à taux variés, ne pas inscrire de montant à ce poste (à l'exception des revenus de taxes provenant d'ajustements au rôle d'évaluation de l'année précédente).

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale	1		
Sécurité publique			
police	2		
protection contre les incendies	3		
sécurité civile	4		
autres	5		
	6		
Transport			
réseau routier	7	3 000	3 000
transport en commun	8		
autres	9		
	10	3 000	3 000
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable	11		
réseau de distribution de l'eau potable	12		
traitement des eaux usées	13		
réseaux d'égouts	14		
matières résiduelles	15		
autres	16		
	17		
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique	19		
autres	20		
	21		
Loisirs et culture			
activités récréatives	22	1 500	12 370
activités culturelles	23		
	24	1 500	12 370
Service de la dette			
frais de financement			
- intérêts et autres frais sur la dette à long terme	25		
- autres frais de financement	26		
remboursement de la dette à long terme	27		
	28		
	29	4 500	15 370

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES (suite)	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	1	1 300	304
Sécurité publique	2	2 000	4 227
Transport	3	4 500	4 037
Hygiène du milieu	4		
Santé et bien-être	5		
Aménagement, urbanisme et développement	6	8 000	16 010
Loisirs et culture	7	88 488	118 742
Électricité	8		
Autres	9		
	10	104 288	143 320
			102 693
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	11	25 510	26 636
droits de mutation immobilière	12	123 000	162 821
Amendes et pénalités	13	110 330	63 405
Intérêts	14	58 000	47 675
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux	15		
autres actifs	16	500	4 321
Contributions des promoteurs	17		
Autres	18		33 791
	19	317 340	338 649
			508 141
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	20	426 128	486 469
			626 204

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TRANSFERTS	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Regroupement municipal	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2		
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6	3 080	
Autres	7		
Autres transferts inconditionnels	8		
	9	3 080	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale	10		
Sécurité publique			
police	11		
protection contre les incendies	12		
sécurité civile	13		
autres	14		
Transport			
réseau routier	15	20 000	30 000
transport en commun	16		20 000
autres	17		
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable	18		
réseau de distribution de l'eau potable	19		
traitement des eaux usées	20		
réseaux d'égouts	21		
matières résiduelles	22		
autres	23		
Santé et bien-être	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique	25		
autres	26		
Loisirs et culture			
activités récréatives	27	1 200	2 279
activités culturelles			
bibliothèques	28		155 600
autres	29		
Autres	30		35 471
Autres transferts conditionnels	31	3 865	930
	32	21 200	61 435
	33	21 200	64 515

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil municipal	1	55 627	61 534
Application de la loi	2	14 619	15 275
Gestion financière et administrative	3	347 039	387 859
Greffe	4	8 396	18 853
Évaluation	5	36 955	35 539
Gestion du personnel	6		
Autres	7	3 500	49 580
	8	466 136	568 640
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	471 355	483 824
Protection contre les incendies	10	85 422	91 934
Sécurité civile	11	300	1 084
Autres	12	6 000	6 977
	13	563 077	582 735
TRANSPORT			
Réseau routier			
voirie municipale	14	506 840	428 136
enlèvement de la neige	15	209 369	179 400
éclairage des rues	16	44 003	24 511
circulation et stationnement	17		
Transport collectif			
transport en commun	18	4 003	4 002
transport aérien	19		
transport par eau	20		
Autres	21		
	22	764 215	636 049
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égouts			
purification et traitement de l'eau potable	23		
réseau de distribution de l'eau potable	24	107 286	102 247
traitement des eaux usées	25		
réseaux d'égouts	26		
Matières résiduelles			
déchets domestiques			
- collecte et transport	27	138 100	138 078
- élimination	28		
matières secondaires			
- collecte et transport	29	8 500	10 845
- traitement	30		
élimination des matériaux secs	31	4 500	8 264
Amélioration des cours d'eau	32		
Protection de l'environnement	33		
Autres	34		
	35	258 386	259 434
			234 148

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Inspection des aliments	1		
Logement social	2		
Autres	3		
	4		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	5	100 671	85 434
Rénovation urbaine			85 085
biens patrimoniaux	6		
autres biens	7		
Promotion et développement économique			
industries et commerces	8		
tourisme	9	68 187	71 554
autres	10		65 089
Autres	11		
	12	168 858	156 988
			150 174
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
centres communautaires	13	72 475	79 756
patinoires intérieures et extérieures	14	18 918	16 997
piscines, plages et ports de plaisance	15	10 186	7 606
parcs et terrains de jeux	16	156 094	208 760
expositions et foires	17	4 000	3 130
autres	18	4 711	4 679
	19	266 384	320 928
			267 046
Activités culturelles			
centres communautaires	20		
bibliothèques	21	29 343	34 085
patrimoine			
musées et centres d'exposition	22		
autres ressources du patrimoine	23		
autres	24		5 098
	25	29 343	39 183
			30 583
	26	295 727	360 111
			297 629
ÉLECTRICITÉ			
	27		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
intérêts	28	123 378	128 172
autres frais	29		78 916
Autres frais de financement	30	4 000	12 006
	31	127 378	140 178
			86 688

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions gouvernemen- tales reportées	-	Subventions gouvernemen- tales de fonc- tionnement	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux
						Immobi- lisations	-									
Administration générale	1	568 640	20	27 393	39	24 266	58		77		96	304	115	134		619 995
Sécurité publique																
police	2	483 824	21	885	40		59		78		97	25	116	135		484 684
protection contre les incendies	3	91 934	22	18 898	41	8 249	60		79		98	4 202	117	136		114 879
sécurité civile	4		23		42		61		80		99		118	137		
autres	5	6 977	24		43		62		81		100		119	138		6 977
	6	582 735	25	19 783	44	8 249	63		82		101	4 227	120	139		606 540
Transport																
réseau routier	7	632 047	26	63 015	45	105 675	64	4 671	83		102	7 037	121	140		789 029
transport collectif	8	4 002	27		46		65		84		103		122	141		4 002
autres	9		28		47		66		85		104		123	142		
	10	636 049	29	63 015	48	105 675	67	4 671	86		105	7 037	124	143		793 031
Hygiène du milieu																
purification et traitement de l'eau potable	11		30		49		68		87		106		125	144		
réseau de distribution de l'eau potable	12	102 247	31	14 809	50	12 403	69	3 999	88		107		126	145		125 460
traitement des eaux usées	13		32		51	310	70		89		108		127	146		310
réseaux d'égouts	14		33		52	639	71		90		109		128	147		639
matières résiduelles	15	157 187	34		53		72		91		110		129	148		157 187
amélioration des cours d'eau	16		35		54		73		92		111		130	149		
protection de l'environnement	17		36		55		74		93		112		131	150		
autres	18		37		56		75		94		113		132	151		
	19	259 434	38	14 809	57	13 352	76	3 999	95		114		133	152		283 596

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

DÉPENSES	Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions gouvernemen- tales reportées	-	Subventions gouvernemen- tales de fonc- tionnement	-	Services rendus	-	Gain (perte) sur dispositions	=	Coût des services municipaux	
					Immobi- lisations	-										
Santé et bien-être	1		13		25		36		47		58		69		80	
Aménagement, urbanisme et développement																
aménagement, urbanisme et zonage	2		85 434	14	1 718	26	2 692	37	48		59		16 010	70	81	73 834
rénovation urbaine	3			15		27		38		49			60	71	82	
promotion et développement économique	4		71 554	16		28		39		50			61	72	83	71 554
autres	5			17		29		40		51			62	73	84	
	6		156 988	18	1 718	30	2 692	41	52		63		16 010	74	85	145 388
Loisirs et culture																
activités récréatives	7		320 928	19	13 460	31	3 888	42	53	27 570	64		110 952	75	86	199 754
activités culturelles																
bibliothèques	8		34 085	20		32	12 285	43	3 890	54	3 865	65	6 166	76	87	32 449
autres	9		5 098	21		33		44	55		66		3 124	77	88	1 974
	10		360 111	22	13 460	34	16 173	45	3 890	56	31 435	67	120 242	78	89	234 177
Électricité	11			23		35		46	57		68		79		90	
Frais de financement	12		140 178	24	(140 178)											

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DES ORGANISMES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2001		2000
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Évaluation	1	36 755	35 494	40 001
Autres	2	17 037	17 037	16 446
Sécurité publique				
Police	3			
Protection contre les incendies	4			
Sécurité civile	5			
Autres	6			
Transport				
Réseau routier	7			
Transport en commun	8			
Transport aérien	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Purification et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égouts	14			
Matières résiduelles	15			
Autres	16			
Santé et bien-être				
	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Promotion et développement économique	18	34 687	34 687	29 326
Autres	19	3 633	3 633	4 258
Loisirs et culture				
Activités récréatives	20	10 545	11 550	10 345
Activités culturelles				
bibliothèques	21			
autres	22			
Électricité				
	23			
	24	102 657	102 401	100 376

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Dépenses avant imputation	12		
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	13		
	14		
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme	15		
Transfert à l'état des activités d'investissement	16		
	17		
Excédent (déficit) des activités financières avant affectations			
	18		
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté	19		
Surplus accumulé affecté	20		
Réserves financières et fonds réservés			
virement de	21		
virement à	22		
	23		
Excédent (déficit) avant financement à long terme			
Financement à long terme des activités financières	25		
	26		
Excédent net			
	26		

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS		
Infrastructures		
Usines et bassins d'épuration	1	
Conduite d'égout	2	
Conduite d'aqueduc	3	629
Usines de traitement de l'eau potable	4	
Parcs et terrains de jeux	5	7 239
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6	
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	156 717
Ponts, tunnels et viaducs	8	3 887
Terrains de stationnement	9	
Système d'éclairage des rues	10	
Autres infrastructures	11	50 695
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	12 539
Édifices communautaires	14	
Améliorations locatives	15	
Véhicules	16	
Ameublement et équipement de bureau	17	7 442
Machinerie, outillage et équipement	18	4 435
Terrains	19	41 851
Autres	20	
	21	285 434

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	22	
Créances à long terme	23	
Placements à long terme	24	
Autres	25	
	26	
	27	285 434

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

Police	28	
Protection contre les incendies	29	
Autres	30	
	31	

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE ET
LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2003**

	Valeur au rôle 1er janvier 2001	%		Richesse foncière 2001
Évaluation des immeubles imposables	1 <u>231 638 781</u>	100%	14	231 638 781
Évaluation des immeubles non imposables				
Immeubles visés au 1er alinéa de l'article 208 LFM	2	100%	15	
Immeubles visés au 2e alinéa de l'article 210 LFM	3	100%	16	
Immeubles du gouvernement du Québec visés par				
- le 1er alinéa de l'article 255 LFM	4 60 100	100%	17	60 100
- autres immeubles	5			
Immeubles du gouvernement du Canada et de				
ses entreprises	6 78 300	94,00%	18	73 600
Biens culturels classés (partie non imposable)	7	100%	19	
Réseau de la santé et des services sociaux	8 162 800	92,40%	20	150 427
Cégeps et universités	9		21	
Écoles primaires et secondaires	10 1 282 800	33,90%	22	434 869
Autres immeubles	11			
Évaluation équivalant à la capitalisation des revenus				
provenant de l'article 222 LFM selon le taux global				
de taxation non uniformisé de 2001			23	
Évaluation des immeubles non imposables				
(lignes 2 à 11)	12 <u>1 584 000</u>			
Total du rôle d'évaluation foncière				
au 1er janvier 2001 (lignes 1 + 12)	13 <u>233 222 781</u>			
Richesse foncière non uniformisée (lignes 14 à 23)			24	<u>232 357 777</u>
Facteur comparatif du rôle d'évaluation foncière				
établi pour l'exercice financier 2001			25	.....1
Richesse foncière uniformisée de 2001				
(ligne 24 x ligne 25)			26	<u>232 357 777</u>

CERTIFICAT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné, **M. YVES DESMARAIS**

SECRETAIRE-TRÉSORIER

Nom

Fonction

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité
aux fins de la péréquation de 2003 sont exacts.

2002-03-01

Signature

Date

Dernière modification avant dépôt : 2002/03/09 11:31:30

Dernière modification : 2002/10/16 11:28:44

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES		Valeur au rôle 1er janvier 2001
Terrains vagues imposables		
terrains vagues desservis	1	
terrains vagues non desservis	2	
Terrains vagues non imposables		
terrains vagues desservis	3	
terrains vagues non desservis	4	
TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES	5	
SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE		Valeur au rôle 1er janvier 2001
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
établissements d'entreprise imposables	6	
établissements d'entreprise non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
visés par le 1er alinéa de l'article 255 LFM	7	
autres	8	
Valeur locative des établissements d'entreprise inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9	
TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE	10	
		Facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11	
POPULATION		
Population permanente	12	3 001
Population saisonnière	13	2 500
Nombre d'unités de logement	14	1 833

TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2001

Taxes sur la valeur foncière ¹

Taxes générales	101	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales immobilisations et autres investissements	102	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels	103	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels	104	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe par unité de logement)

Eau	105	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
Égouts	106	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
Eau et égouts	107	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
Déchets domestiques	108	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative	109	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	% de la valeur locative

**Autres taxes et autres modes de tarification
pour services municipaux**

Description	Taux	Code ²	Code 7 - autres, préciser
-------------	------	-------------------	---------------------------

1. Si la municipalité se prévaut des articles 253.54 à 253.62 LFM, ne pas inscrire de taux et fournir pour chacune de ces taxes les informations requises au Guide du rapport financier sur une page supplémentaire annexée au formulaire.

2. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du Code Municipal du Québec, j'ai procédé à une vérification visant à déterminer si le taux global de taxation de la municipalité de Morin-Heights de l'exercice terminé le 31 décembre 2001, est établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales et réglementaires en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales et réglementaires mentionnées ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des exigences légales et réglementaires en cause. Elle comprend également une appréciation du respect général de ces exigences légales et réglementaires ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À mon avis, le taux global de taxation de la municipalité de Morin-Heights pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 est établi, à tous les égards importants, conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR Lavigne Coderre, CA

LIEU 603 boul. Taschereau, La Prairie

DATE 2002-03-01

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2002/03/09 11:31:30

Dernière modification : 2002/10/16 11:28:44

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des taxes avant ajouts et déductions	101	<u>2 427 883</u>
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	102	<u> </u>
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77)	103	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	104	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	105	.....
d) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	106	.....
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	107	.....
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ³	108	.....
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels	109	.....
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels	110	.....
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	111	.....
g) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM	112	.....
h) Remboursements de taxes d'exercices antérieurs dédiés des taxes de l'année courante	113	<u>25 727</u>
	114	<u>25 727</u>
Total des taxes inscrit à la page 9	115	<u>2 402 156</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Taxes foncières autres que la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels et autres que les compensations pour services municipaux imposées en vertu de l'article 205 de la LFM.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des taxes (page 42 ligne 115)	101	2 402 156	
Ajouter :			
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	102	25 727	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière, montant relatif aux taxes foncières (page 42, ligne 108)	103		
Total partiel	104	2 427 883	
Déduire :			
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹			
- taxes imposées en 2001 et non reconnues en vertu de la réglementation	105		
- taxes d'un exercice antérieur reconnues en 2001 ²	106	171 083	
- taxes d'affaires (page 25 ligne 23)	107		
- surtaxe sur immeubles non résidentiels	108		
- taxe sur immeubles non résidentiels	109		
- taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	110		
- taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	111		
- compensation pour services municipaux imposée au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	112		
- taxes ou droits annuels imposés en vertu de certains articles de la Charte de la Ville de Montréal ³	113		
- autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	114		
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	116	2 256 800	

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes (modifié par le Règlement modifiant le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes en date du 3 octobre 2001).

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Articles 801, 802, 803 ou 805 de la charte.

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 2000 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt

1 224 782 551

Ajouter ou déduire les modifications au rôle prenant effet le 1er janvier 2001

Augmentation

Diminution

Modifications apportées avant le 1er janvier 2001

2 3 670 300 3 611 200

Variation nette

4 3 059 100

Modifications rétroactives au 1er janvier 2001 ou à une date antérieure à celle-ci apportées avant la date du rapport du vérificateur

5 4 777 300 6 980 170

Variation nette

7 3 797 130

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2001

8 231 638 781

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation inscrit à la page 43

9 2 256 800

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2001

10 231 638 781

Taux global de taxation de 2001

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4e décimale près

11 , 9 7 4 3 / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

RÉSOLUTION		OBJET DE L'ENGAGEMENT	MONTANT INITIAL	SOLDE ENGAGÉ AU 31 DÉCEMBRE	
NO	DATE			2001	2000
			TOTAL	1	2

**VARIATION DU CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	RÈGLEMENT No	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1er JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé		4
par l'imposition d'une taxe spéciale		5
		6
Diminution		7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

**ANALYSE DES TAXES À RECEVOIR
AU 31 DÉCEMBRE 2001**

		Taxes à recevoir		Provision pour créances douteuses		Taxes à recevoir nettes
Exercice 2001	1	359 169	2		3	359 169
Exercice 2000	4	15 560	5		6	15 560
Exercice 1999	7	2 170	8		9	2 170
Exercices antérieurs	10	1 464	11		12	1 464
Total	13	378 363	14		15	378 363

**ANALYSE DU SERVICE DE LA DETTE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

		Remboursement dette à long terme		Intérêts et autres		Total
Service de la dette						
à la charge de :						
l'organisme	16	137 819	17	128 172	18	265 991
autres organismes municipaux	19		20		21	
gouvernements du Québec et						
du Canada	22		23		24	
autres tiers	25		26		27	
autres frais de financement			28	12 006	29	12 006
	30	137 819	31	140 178	32	277 997

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

	<u>Projet no</u> <u>DEP.NEIGE R.308</u>	<u>Projet no</u> <u>TERRAIN LUMIS</u>	<u>Projet no</u> <u>BIBLIO REG.282</u>	<u>Projet no</u> <u>PR.SENTIER PON</u>	<u>Projet no</u> <u>ORDIN. BIBLIO.</u>
FINANCEMENT PERMANENT					
Financement au 1er janvier					
Redressement exercices antérieurs					
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et autres investissements					
Taxes de secteur					
immobilisations et autres investissements					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels					
Autres	14 510		10 126		3 182
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté	36 185	8 000			
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés		33 409		3 887	
Emprunts à long terme émis					
Total	50 695	41 409	10 126	3 887	3 182
Financement au 31 décembre (A)	50 695	41 409	10 126	3 887	3 182
DÉPENSES					
Dépenses au 1er janvier					
Redressement - exercices antérieurs					
<i>Ajouter: Dépenses de l'exercice</i>	50 695	41 409	10 126	3 887	3 182
Dépenses au 31 décembre (B)	50 695	41 409	10 126	3 887	3 182
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)					
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice					
Règlements d'emprunt					
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé					
Dépenses à financer					
DÉPENSES AUTORISÉES					
SUBVENTIONS RELATIVES AUX					
DÉPENSES À FINANCER					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	F	F	F	F

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	Projet no PARC ET JEUX	Projet no R.262-98	Projet no CLIMATISEUR	Projet no HOT.VILLE R.282	Projet no TRAV.ASPHALT.
FINANCEMENT PERMANENT					
Financement au 1er janvier		295 502			
Redressement exercices antérieurs					
<i>Ajouter:</i>					
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE					
Transfert de l'état des activités financières					
Taxes générales spéciales					
immobilisations et autres investissements					
Taxes de secteur					
immobilisations et autres investissements					
Contributions des promoteurs					
Transferts conditionnels					
Autres			4 260	2 413	86 717
Autres sources					
Surplus accumulé non affecté	7 239				70 000
Surplus accumulé affecté					
Fonds réservés					
Emprunts à long terme émis					
Total	7 239		4 260	2 413	156 717
Financement au 31 décembre (A)	7 239	295 502	4 260	2 413	156 717
DÉPENSES					
Dépenses au 1er janvier		292 341			
Redressement - exercices antérieurs		3			
<i>Ajouter: Dépenses de l'exercice</i>	7 239	629	4 260	2 413	156 717
Dépenses au 31 décembre (B)	7 239	292 973	4 260	2 413	156 717
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)					
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice		2 529			
Règlements d'emprunt		2 529			
Autres					
FINANCEMENT PROJETS EN COURS					
Financement non utilisé					
Dépenses à financer					
DÉPENSES AUTORISÉES		295 500			
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER					
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	F	F	F	F

**ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	Projet no TERRAIN	Projet no SYST.AERATION
FINANCEMENT PERMANENT		
Financement au 1er janvier		
Redressement exercices antérieurs		
<i>Ajouter:</i>		
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE		
Transfert de l'état des activités financières		
Taxes générales spéciales		
immobilisations et autres investissements		
Taxes de secteur		
immobilisations et autres investissements		
Contributions des promoteurs		
Transferts conditionnels		
Autres	442	4 435
Autres sources		
Surplus accumulé non affecté		
Surplus accumulé affecté		
Fonds réservés		
Emprunts à long terme émis		
Total	442	4 435
Financement au 31 décembre (A)	442	4 435
DÉPENSES		
Dépenses au 1er janvier		
Redressement - exercices antérieurs		
<i>Ajouter: Dépenses de l'exercice</i>	442	4 435
Dépenses au 31 décembre (B)	442	4 435
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES (A - B)		
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice		
Règlements d'emprunt		
Autres		
FINANCEMENT PROJETS EN COURS		
Financement non utilisé		
Dépenses à financer		
DÉPENSES AUTORISÉES		
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER		
Indiquer "C" pour en cours ou "F" pour fermé	F	F

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001 (suite)

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
FINANCEMENT PERMANENT			
Financement au 1er janvier	295 502	295 502	
Redressement exercices antérieurs			
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et autres investissements			
Taxes de secteur			
immobilisations et autres investissements			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels			
Autres	126 085	126 085	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté	121 424	121 424	
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés	37 296	37 296	
Emprunts à long terme émis			
Total	284 805	284 805	
Financement au 31 décembre (A)	580 307	580 307	
DÉPENSES			
Dépenses au 1er janvier	292 341	292 341	
Redressement - exercices antérieurs	3	3	
Ajouter: Dépenses de l'exercice	285 434	285 434	
Dépenses au 31 décembre (B)	577 778	577 778	
ÉCART FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	2 529	2 529	
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunts	2 529	2 529	
Autres			
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé			
Dépenses à financer			
DÉPENSES AUTORISÉES	295 500	295 500	
SUBVENTIONS RELATIVES AUX DÉPENSES À FINANCER			

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	<u>Règlement No REGL. 284</u>	<u>Règlement No REGL. 293</u>	<u>Règlement No REGL.235-97</u>	<u>Règlement No REGL. 239-97</u>	<u>Règlement No REGL.242-97</u>	<u>Règlement No REGL.243-97</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 1er JANVIER	3 502	5 706	1 200	1 463	1 806	1 061
Redressement - exercices antérieurs		1				
<i>Ajouter:</i>						
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à :						
des dépenses d'investissement						
d'autres fins						
Total partiel	<u>3 502</u>	<u>5 707</u>	<u>1 200</u>	<u>1 463</u>	<u>1 806</u>	<u>1 061</u>
Déduire:						
Affectations de l'exercice						
Frais de financement						
intérêts et autres frais sur la dette à long terme						
autres frais de financement						
Remboursement de la dette à long terme	3 502		1 200	1 463	1 806	1 061
Réduction de l'emprunt						
Autres fins spécifiées dans un règlement						
dépenses d'investissement						
autres						
Virement au surplus (déficit) accumulé						
Total des affectations	<u>3 502</u>		<u>1 200</u>	<u>1 463</u>	<u>1 806</u>	<u>1 061</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE		<u>5 707</u>				
Montant réservé pour le service de la dette						
Montant non réservé		<u>5 707</u>				
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE		<u>5 707</u>				

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

	<u>Règlement No REGL 262-98</u>	<u>Règlement No REGL 223-96</u>	<u>Total</u>
SOLDES DISPONIBLES			
AU 1er JANVIER		2 032	16 770
Redressement - exercices antérieurs			1
<i>Ajouter:</i>			
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à :			
des dépenses d'investissement	2 529		2 529
d'autres fins			
Total partiel	<u>2 529</u>	<u>2 032</u>	<u>19 300</u>
<i>Déduire:</i>			
Affectations de l'exercice			
Frais de financement			
intérêts et autres frais sur la dette à long terme			
autres frais de financement			
Remboursement de la dette à long terme		829	9 861
Réduction de l'emprunt			
Autres fins spécifiées dans un règlement			
dépenses d'investissement			
autres			
Virement au surplus (déficit) accumulé			
Total des affectations		<u>829</u>	<u>9 861</u>
SOLDES DISPONIBLES			
AU 31 DÉCEMBRE	<u>2 529</u>	<u>1 203</u>	<u>9 439</u>
Montant réservé pour le service de la dette			
Montant non réservé	<u>2 529</u>	<u>1 203</u>	<u>9 439</u>
SOLDES DISPONIBLES			
AU 31 DÉCEMBRE	<u>2 529</u>	<u>1 203</u>	<u>9 439</u>

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actualisation	Versement annuel	
a) Annuité (capital et intérêts)							
Total							1
b) Autre mode (capital seulement) subv #282	155 600	100,00					155 600
Total							2 155 600
							3 155 600

QUESTIONNAIRE

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

1. À quelle date a été déposé au conseil le rapport financier, dressé sur le formulaire fourni par le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, conformément aux articles 105 et 105.1 LCV ou aux articles 176 et 176.1 CMQ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001 ?

1

2002	03	13
an	mois	jour

2. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de la municipalité ?

OUI**NON**

2 3

3. Les dépenses en immobilisations autorisées par règlement d'emprunt et engagées au cours de l'exercice comprennent-elles des montants recouverts ou recouvrables par les activités financières ?

4 5

Si oui, indiquer le total des dépenses ainsi recouvrées ou recouvrables par les activités financières.

6 _____ \$

4. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de la loi 83 de 1996 (1996, c.77) ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?

7 8

Si oui, indiquer les montants suivants :

- a) le montant total versé en 2001

9 _____ \$

- b) le solde estimatif au 31 décembre 2001 des engagements en vertu du règlement concerné

10 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	101 <input type="checkbox"/>	102 <input checked="" type="checkbox"/>	103 <input type="checkbox"/>
b) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	104 <input type="checkbox"/>	105 <input checked="" type="checkbox"/>	106 <input type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	107 <input type="checkbox"/>	108 <input checked="" type="checkbox"/>	109 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	110 <input type="checkbox"/>	111 <input checked="" type="checkbox"/>	112 <input type="checkbox"/>
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	113 <input type="checkbox"/>	114 <input checked="" type="checkbox"/>	115 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	116 <input type="checkbox"/>	117 <input checked="" type="checkbox"/>	118 <input type="checkbox"/>
f) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	119 <input type="checkbox"/>	120 <input checked="" type="checkbox"/>	121 <input type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2001, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	122 <input type="checkbox"/>	123 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, pour chacune des taxes visées, annexer au formulaire les informations requises décrites au Guide du rapport financier 2001 .			
7. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	124 <input type="checkbox"/>	125 <input type="checkbox"/>	126 <input checked="" type="checkbox"/>
8. La municipalité utilise-t-elle une application informatique pour remplir le formulaire du rapport financier ? Si oui, indiquer laquelle	127 <input checked="" type="checkbox"/>	128 <input type="checkbox"/>	
SÉSAMM - Système de transmission électronique du MAMM	129 <input checked="" type="checkbox"/>		
Autre application informatique	130 <input type="checkbox"/>		
9. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	131 <input checked="" type="checkbox"/>	132 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements	133 <u> 2 </u>		

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2001

MUNICIPALITÉ

Adresse 567 Chemin du Village
(no) (rue)
Morin Heights, Québec, J0R 1H0
(Municipalité)

Téléphone (450) 226-3232
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 226-8786
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER

Nom Yves Desmarais

Téléphone (450) 226-3232
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 226-8786
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Lavigne Coderre, CA

Titre Comptables Agréées

Adresse 603 boul. Taschereau
(no) (rue)
La Prairie, Québec, J5R 1V5
(Municipalité)

Téléphone (450) 659-9137
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 659-9138
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Nom du responsable du dossier Claude Lavigne